



Conduite responsable en recherche

Politique

Adoptée par le conseil d'administration le 25 octobre 2016

Remplace : *Politique relative à l'intégrité en recherche*

Modifications : Conseil d'administration résolution 2025-TU-CA-129-1149 le 20 mai 2025

Références : Les Fonds de recherche du Québec (2022). *Politique sur la conduite responsable en recherche*.
https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2022/11/politique_crr_frq_2022_vf-1.pdf
Groupe sur la conduite responsable de la recherche (2016). *Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche*. <http://www.crr.ethique.qc.ca/fra/policy-politique/framework-cadre/>

Préambule

Prenant en compte la mise à jour de la *Politique sur la conduite responsable en recherche* des Fonds de recherche du Québec (FRQ) de 2022, la Télé-université (Université TÉLUQ), ci-après nommée l'Université, met à jour sa politique sur l'intégrité en recherche et élargit sa portée en développant l'aspect de conduite responsable en recherche, qui intègre l'intégrité scientifique, l'éthique de la recherche et les pratiques exemplaires de recherche.

Avec cette *Politique sur la conduite responsable en recherche*, l'Université entend promouvoir et protéger la qualité, l'exactitude, la fiabilité et l'éthique des travaux de recherche en adoptant des pratiques exemplaires, que ce soit dans les demandes de fonds, la réalisation des travaux ou encore la diffusion des résultats. Elle vise aussi à soutenir le respect des principes de moralité, d'équité, d'honnêteté et d'imputabilité dans la conduite de la recherche et dans le processus d'examen des allégations de manquement des politiques. Son but est aussi de faire connaître les obligations en matière d'intégrité scientifique et d'éthique établies par les organismes subventionnaires.

La présente politique vise à la fois la recherche et les personnes qui la réalisent à l'Université. Elle définit le partage des responsabilités entre elles et les instances de l'Université en ce qui concerne la promotion et le respect des principes énoncés. Elle décrit la procédure de traitement des allégations de manquement aux principes d'éthique en matière de conduite responsable en recherche. Cette procédure précise aussi le rôle des diverses instances responsables dans le traitement des plaintes.

L'éthique de la recherche avec les êtres humains ainsi que les conflits d'intérêts sont traités à l'intérieur de deux documents distincts : la *Politique sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* et le *Code d'éthique et de déontologie institutionnel*.

Des outils d'intelligence artificielle générative ont été consultés pour soutenir la révision et la rédaction de cette politique.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DEFINITIONS

Pour les fins de la présente politique, les expressions ou mots¹ suivants signifient :

Activités de recherche : Toutes les étapes du cycle de développement des connaissances par le biais d'une méthodologie rigoureuse reconnue par les pairs (ou en voie de l'être), allant de l'élaboration d'un projet, à la diffusion des connaissances, incluant la demande de financement de la recherche et de son évaluation par un comité de pairs. Ces étapes incluent aussi tout ce qui a trait à la gestion de la recherche et à son financement.

Chercheur, chercheuse : Personne qui mène des activités de recherche. Il peut s'agir d'un chercheur principal ou d'une chercheuse principale, dont l'une des fonctions premières consiste à diriger la réalisation d'un projet ou d'un cochercheur ou d'une cochercheuse.

Conflit d'intérêts : Un conflit d'intérêts peut concerner un individu (conflit personnel) ou un établissement (conflit institutionnel). Un conflit d'intérêts réel ou apparent survient lorsque les intérêts d'un individu ou d'un établissement entrent en conflit avec leurs responsabilités et/ou devoirs. L'individu (ou l'établissement) en situation de conflit d'intérêts risque de voir réduite sa capacité de faire preuve d'objectivité dans la prise de décision, à tout le moins en apparence, ce qui peut soulever des questions quant à son intégrité. Les conflits d'intérêts peuvent, entre autres, être de nature financière, politique, idéologique ou professionnelle. Ils peuvent se rapporter à l'établissement, à l'individu, aux membres de la famille, à des amis ou à des associés professionnels — présents, passés ou futurs².

Éthique de la recherche : Toute activité de recherche doit se faire dans le respect des normes d'éthique de la recherche, telles que celles décrites dans l'*Énoncé de politique des trois conseils*³, et dans les *Standards d'éthique ou d'intégrité* des FRQ^{4,5}. Ces normes se préoccupent principalement de l'agir des personnes qui mènent des activités de recherche, d'un point de vue déontologique, en ce qui a trait au respect et à la protection des participantes et participants à la recherche, et des animaux.

Étudiante et étudiant : Toute personne inscrite dans un établissement d'enseignement dans le but d'obtenir un diplôme ou une reconnaissance académique qui engage des activités de recherche. Dans le contexte de l'Université, il peut s'agir d'un étudiant ou d'une étudiante de 1er, de 2e ou de 3e cycle universitaire, mais aussi d'un ou d'une stagiaire de recherche, incluant les stagiaires postdoctoraux, selon les contextes.

¹ Les définitions sont fortement inspirées de la Politique de conduite responsable en recherche des FRQ et tiennent compte des définitions plus complètes de ces concepts qui se retrouvent dans les Règles générales communes des Fonds de recherche du Québec.

² Adaptée de la définition présentée dans le document : UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL. *Directives d'application du règlement 10.23 sur les conflits d'intérêts*, 17 décembre 2021.

³ Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains - EPTC2. (2022) ; <https://ethics.gc.ca/fra/documents/tcps2-2022-fr.pdf>.

⁴ FONDS DE LA RECHERCHE EN SANTÉ DU QUÉBEC (FRSQ). *Standards du FRSQ sur l'éthique de la recherche et l'intégrité scientifique*, 2008.

⁵ FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA NATURE ET LES TECHNOLOGIES (FQRNT). *Politique d'éthique et d'intégrité*.

Manquement : Tout comportement ou pratique qui ne respecte pas les valeurs, les principes et les normes applicables en matière d'éthique de la recherche et de conduite responsable en recherche. Pour satisfaire à la nouvelle politique des fonds de recherche du Québec, qui utilise le terme « manquement », celui-ci sera utilisé dans l'ensemble de ce document et fait référence à la section 6 où les manquements sont définis.

Octroi : Financement accordé par un organisme subventionnaire. Dans le présent document, le terme Octroi désigne les bourses d'excellence et les subventions.

Personne engagée dans l'activité de recherche : Toute personne qui, dans une perspective large, par son travail ou dans le cadre de ses études, contribue à la réalisation d'une activité de recherche. Cela comprend, de manière non exhaustive, les chercheuses et chercheurs, les étudiantes et les étudiants, le personnel de recherche et les gestionnaires de fonds, et exclut donc le participant à une recherche, mais pourrait inclure les citoyennes et citoyens qui, par exemple, coconstruisent des projets.

2. VALEURS QUI SOUS-TENDENT L'ACTIVITÉ DE RECHERCHE :

- Honnêteté : Franchise, absence de fraude et de tromperie.
- Équité : Impartialité et jugement sain, dénué de tout préjugé ou de favoritisme.
- Respect : Le respect est la considération qu'on porte à l'égard des personnes et des institutions.
- Responsabilité : Capacité à rendre compte et à répondre de ses actes.
- Ouverture : Transparence des processus et des pratiques, caractérisée par la visibilité ou l'accessibilité de l'information.

3. ÉNONCÉS DES PRINCIPES

Les énoncés suivants gouvernent la *Politique sur la conduite responsable en recherche* de l'Université. Les personnes engagées dans l'activité de recherche dans l'Université ainsi que l'Université elle-même sont tenues de respecter les principes de conduite responsable en recherche.

- a) La conduite responsable en recherche se rapporte au comportement attendu des personnes engagées dans l'activité de recherche. Les comportements reposent sur des valeurs décrites à la section 2. Toutes les personnes engagées dans l'activité de recherche doivent adhérer à ces valeurs et les utiliser pour guider leurs actions. La recherche partage comme dénominateur commun la quête authentique du savoir selon une démarche méthodologique propre à chaque discipline et reconnue par les pairs (ou en voie de l'être). La conduite responsable en recherche favorise la réalisation de recherches de qualité, dans un environnement propice, et la maximisation de ses retombées. Elle nourrit la confiance en l'activité de recherche.
- b) Le terme conduite responsable en recherche place la personne engagée dans l'activité de recherche au centre de la réflexion sur la façon de réaliser ses activités de recherche⁶. Ce terme inclut la notion d'intégrité scientifique. Il inclut également la notion d'éthique de la recherche au sens déontologique du terme. Cela inclut les exigences imposées par les textes normatifs sur la façon de mener des recherches avec des participants (humains ou animaux). De plus, les personnes engagées dans l'activité de recherche souscrivent aux

⁶ Jean-François SÉNÉCHAL. *Le rôle social du chercheur en science. Exploration des différentes composantes du rôle de chercheur en science à travers l'analyse du discours des chercheurs et du cadre normatif*, Thèse (Ph.D.), Université Laval, 2012.

pratiques exemplaires de recherche, propres à leur discipline, afin de soutenir un climat propice à l'éthique en recherche dans leurs activités.

- c) Dans l'adoption d'une conduite responsable en recherche, les personnes engagées dans l'activité de recherche doivent se conformer d'abord aux exigences législatives et réglementaires qui s'appliquent à leurs activités. Les pratiques exemplaires, décrites en annexe 1, invitent à porter une attention particulière à des éléments essentiels, sans ordre d'importance, dans le cours des activités de recherche. Les personnes engagées dans l'activité de recherche sont encouragées à discuter (voire à faire évoluer) ces pratiques exemplaires et leur mise en œuvre, dans leurs domaines de recherches respectifs.

4. ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITÉ

L'Université assure une gestion responsable des fonds publics. Elle doit mettre en place un processus de substitution lorsque la personne chargée de la conduite responsable en recherche (PCCRR) se déclare en conflit d'intérêts ou est en absence prolongée. Elle doit aussi veiller à lui fournir les ressources et le soutien nécessaires pour qu'elle puisse réaliser son mandat en toute confiance, et diffuser son identité et ses coordonnées, notamment par le biais du site internet de l'Université.

Conformément aux lois pertinentes, l'Université prendra des dispositions, dans la mesure du possible, pour protéger des représailles la personne qui fait une allégation de bonne foi ou qui communique de l'information liée à une allégation.

La personne occupant le poste de **directrice ou directeur de l'enseignement de la recherche (DER)** assume le rôle de PCCRR de l'Université. À ce titre, elle veille à la diffusion de la *Politique sur la conduite responsable en recherche* et s'assure que toutes les personnes engagées dans l'activité de recherche s'engagent à respecter ladite politique et consentent aux modalités prévues pour la communication de renseignements personnels aux organismes subventionnaires. Notamment, elle organise des ateliers d'information sur la politique, sur le processus prévu dans le *Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche* ainsi que dans la *Politique sur la conduite responsable en recherche des FRQ*, pour l'examen des rapports et leur recours lorsqu'il y a eu manquement lié à ces politiques.

La PCCRR assume également un rôle de gestion de la conduite responsable en recherche. Elle reçoit ainsi les déclarations de conflits d'intérêts potentiels et doit répondre à la personne concernée. Elle reçoit également les allégations d'inconduite et les traite conformément à la procédure de traitement des allégations de la présente politique. Elle s'assure de collaborer à la gestion d'une allégation par un autre établissement gestionnaire ou par un organisme subventionnaire lorsque la situation le requiert. Elle tranche toute question litigieuse concernant un manquement à la conduite responsable en recherche. Ceci, en faisant le nécessaire pour réduire les conséquences néfastes d'une allégation ou d'un manquement à la conduite responsable en recherche, en portant une attention particulière à la protection des personnes vulnérables. La PCCRR constitue ainsi le principal point de contact entre l'Université et les organismes subventionnaires, et est dûment autorisée à discuter du contenu des dossiers de conduite responsable en recherche. Elle doit conséquemment rendre compte aux organismes subventionnaires quant à la bonne gestion de la conduite responsable en recherche de l'Université, et faire parvenir une copie exacte des documents relatifs à toute allégation fondée, analysée, ainsi que les rapports de suivi en découlant au secrétariat de la conduite responsable de la recherche (SCRR) et aux Fonds de recherche du Québec (FRQ).

À tout moment dans un processus d'évaluation d'une allégation, la PCCRR doit informer un organisme subventionnaire si une intervention urgente ou préventive s'avère nécessaire, par exemple, pour protéger des participants en recherche, veiller à la sécurité des animaux de laboratoire, limiter les atteintes à l'environnement, éviter un gaspillage de ressources de recherche ou protéger la propriété intellectuelle. Le cas échéant, l'organisme pourra prendre toutes les interventions urgentes ou préventives nécessaires, incluant le fait de retirer une personne visée d'un comité d'évaluation scientifique ou encore suspendre le versement d'un octroi.

La PCCRR, en concertation avec les personnes engagées dans l'activité de recherche et le Comité de la recherche et de la création, peut concevoir d'autres outils de surveillance éthique continue pour faire face à des cas particuliers sur le plan de conduite responsable en recherche.

Le Service de la recherche sensibilise et informe les personnes engagées dans l'activité de recherche de l'Université en matière de conduite responsable en recherche.

Confidentialité - toutes les demandes d'avis faites conformément à la présente politique sont traitées de façon confidentielle. Le secrétariat général tient à jour un dossier confidentiel répertoriant toutes les déclarations ayant exigé une approbation ou une intervention de la PCCRR.

5. ENGAGEMENTS DE LA PERSONNE ENGAGÉE DANS L'ACTIVITÉ DE RECHERCHE

Toutes les personnes engagées dans l'activité de recherche sont responsables de l'application de la présente politique et de respecter les principes de conduite responsable en recherche. Leurs responsabilités sont précisées dans le *Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche*⁷ et dans la *Politique sur la conduite responsable en recherche des FRQ*⁸.

Elles doivent aussi déclarer de bonne foi à l'Université tous les renseignements concernant d'éventuels manquements à des politiques d'organismes, dans lesquels :

- a. Elles sont actuellement employées à titre de professeures ou professeurs, d'assistante ou assistant de recherche, d'auxiliaire de recherche, d'agente ou d'agent de recherche ou à titre de tout autre personne engagée dans l'activité de recherche;
- b. Elles sont actuellement inscrites à titre d'étudiante ou étudiant, de stagiaire de recherche, de stagiaire postdoctoral ou à titre de tout autre personne engagée dans l'activité de recherche;

Ou avec lequel

- c. Elles sont officiellement associées.

Tel qu'indiqué dans le *Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche* : Les personnes engagées dans l'activité de recherche doivent appliquer les meilleures pratiques de recherche de façon honnête, responsable, franche et équitable lorsque [elles] cherchent et diffusent des connaissances [...]. Les responsabilités minimales des personnes engagées dans l'activité de recherche sont résumées, de façon non exhaustive, en annexe 1.

⁷ http://www.rcr.ethics.gc.ca/doc/Framework-CadreReference_fra.pdf

⁸ http://www.frq.gouv.qc.ca/hxtNx87eSZkT/wp-content/uploads/Politique-sur-la-conduite-responsable-en-recherche_FRQ_sept-2014.pdf

6. DEFINITIONS DES MANQUEMENTS A LA CONDUITE RESPONSABLE EN RECHERCHE

L'Université affirme avoir confiance envers les personnes engagées dans l'activité de recherche. Cette confiance fait partie intégrante de l'approche adoptée en matière de conduite responsable en recherche. Il est, de plus, permis de croire qu'une culture de conduite responsable en recherche ne peut être véritablement pérenne que si elle s'enracine dans les valeurs qui animent l'action de recherche. Ces valeurs sont à la base même des comportements en recherche qui permet aux différents acteurs de s'entendre, de communiquer, de partager et de collaborer à l'avancement des connaissances pour atteindre les plus hauts niveaux d'excellence en recherche⁹.

Le principe de conduite responsable en recherche ou d'intégrité en recherche, qui concernent les personnes engagées dans l'activité de recherche, tient compte du fait que les activités de recherche peuvent donner lieu à des erreurs commises de façon involontaire, ou des erreurs de bonne foi. Ces erreurs ne doivent pas être confondues avec un comportement d'inconduite qui consiste à induire délibérément la communauté scientifique et le public en erreur.

La personne visée par une allégation concernant l'intégrité en recherche doit toutefois pouvoir faire la démonstration qu'elle s'est comportée de manière raisonnable dans les circonstances. En cas d'événements répétitifs, il faudra conclure à de la négligence ou de l'incompétence, ce qui constitue un manquement. Le recours à l'erreur de bonne foi dans l'analyse d'une allégation, le cas échéant, doit être consigné et justifié par le comité d'examen de l'allégation dans son rapport.

Voici une énumération non exhaustive des comportements répréhensibles¹⁰, ces derniers étant définis comme « toute conduite intentionnelle ou négligente ou insouciante menaçant l'intégrité en recherche¹¹ » et considérés comme des manquements à la conduite responsable en recherche :

- a. **La fabrication des données et leur falsification** : la fabrication implique l'idée d'invention de données, de documents originaux, de méthodes ou de résultats, y compris les graphiques et les images. La falsification implique l'idée de manipuler, de modifier ou d'omettre des données, des documents originaux, des méthodes ou des résultats, y compris des graphiques et des images, sans le mentionner, de sorte que les travaux ne sont pas fidèlement représentés. On parle de fabrication lorsqu'une personne invente délibérément, volontairement ou en utilisant tout outil, y compris des outils d'intelligence artificielle générative, des données ou des cas qui ne sont pas fondés sur l'expérimentation effectuée, puis les enregistre. La falsification, quant à elle, est distincte de la fabrication puisqu'elle implique qu'il y a eu expérimentation. Elle va de la manipulation délibérée de données à leur dissimulation ou à leur suppression. Les données sont ici altérées ou omises, ce qui est susceptible de générer des biais et, éventuellement, d'avoir une incidence sur les résultats et leur interprétation.
- b. **L'attribution impropre** : les manquements regroupés sous ce vocable concernent des conduites visant à s'attribuer la propriété ou la paternité d'une chose, d'une idée. On

⁹ Les Fonds de recherche du Québec (2014). *Politique sur la conduite responsable en recherche*. P.5
http://www.frq.gouv.qc.ca/hxtNx87eSZkT/wp-content/uploads/Politique-sur-la-conduite-responsable-en-recherche_FRQ_sept-2014.pdf

¹⁰ Audy, S. (2002). Pour une intégrité en recherche. Comité de liaison en éthique de la recherche de l'Université de Montréal : Montréal. Récupéré de :
http://ethique.msss.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/textes_issus_milieux/AUDYCLERUM_Integrite_dec2002.pdf

¹¹ Audy, S. Pour une intégrité en recherche.

pense d'une part, au plagiat et, d'autre part, à des formes qui s'y rapprochent tout en étant distinctes, que nous regroupons ici sous l'appellation d'appropriation indue.

- i. **Le plagiat** réfère à l'utilisation des travaux publiés ou non publiés d'une autre personne ou produit, par exemple, au moyen d'un outil d'intelligence artificielle générative sans autre modification ou réécriture, notamment les théories, les concepts, les données, les codes sources, les documents originaux, les méthodes et les résultats, y compris les graphiques et les images, comme si c'était les siens sans faire les mentions appropriées et, le cas échéant, sans permission.
- ii. **L'appropriation indue** consiste à s'attribuer, en partie ou en totalité, le travail ou les idées d'autrui à ses propres fins à l'insu ou non de la personne concernée.
- c. **L'ingérence** : il y a ingérence lorsqu'une personne s'immisce dans un dossier – entendu au sens large – ou prend une mesure dans le but de faire obstacle, de nuire ou de favoriser quelqu'un ou quelque chose.
- d. **Le manquement à des normes de l'éthique en recherche avec des sujets humains ou des animaux** : à titre d'exemple, le fait d'entreprendre un projet avant qu'il n'ait reçu une approbation d'un comité d'éthique de la recherche constituerait un manquement; il en irait de même d'une obtention de données personnelles à l'insu des personnes concernées sans les autorisations requises en cette matière. Le fait de ne pas respecter le protocole initialement approuvé ou les conditions arrêtées par le CER, ou le fait de ne pas aviser le CER (moyens passifs de suivi) en constituent d'autres.
- e. **La non-diffusion des résultats** : la non-diffusion systématique des résultats de recherche interpelle directement le principe de bienfaisance.
- f. **Quelques procédés discutables de publication** : l'autoplagiat, c'est-à-dire « la publication sous plusieurs formes des mêmes résultats de recherche sans faire état de la première publication ou des publications parallèles¹² », en incluant la republication, en quelque langue que ce soit, de ses travaux ou d'une partie de ses travaux, y compris de ses données, ici aussi sans mention adéquate de la source ou sans justification, ainsi que la technique consistant à fragmenter de manière abusive les résultats de recherche « afin de les publier en de multiples petits articles au lieu de les publier dans un seul article plus substantiel¹³ ».
- g. **Des conflits d'intérêts** : le défaut de reconnaître et/ou de gérer adéquatement tout conflit d'intérêts réels, potentiels ou apparents. La personne chargée de la conduite responsable en recherche ne doit pas se retrouver en situation de conflit d'intérêts comme stipulé dans le *Code d'éthique et de déontologie institutionnel*.
- h. **Le manque d'exhaustivité** : « la négligence à tenir compte de l'état d'avancement des connaissances sur un sujet¹⁴ » dans l'élaboration d'un protocole serait assimilée à un manquement.

¹² Université de Montréal (1994). *Politique sur la probité intellectuelle en recherche*. <http://www.umontreal.ca> Politique sur la probité.

¹³ Larivée, S., (1993). *La science au-dessus de tout soupçon*. Montréal : Éditions du Méridien, p. 46.

¹⁴ Traduction libre de Smith, R., & Smith, R. (2000). "What Is Research Misconduct?" In C. White (ed.), *The Cope Report 2000*, London: BMJ Books, p. 10.

- i. **La non-supervision des membres d'une équipe de recherche** : l'incompétence des membres de l'équipe ainsi que la supervision inadéquate des membres de l'équipe, y compris des étudiantes et des étudiants, pourrait constituer un manquement.
- j. **La mauvaise gestion des fonds de recherche** : utiliser les fonds de la subvention ou de la bourse à des fins qui ne sont pas conformes aux politiques des organismes; détourner les fonds d'une subvention ou d'une bourse; ne pas respecter les politiques financières des organismes, à savoir le *Guide d'administration financière des trois organismes* et les guides des organismes pour les subventions et les bourses; ou donner de l'information incomplète, inexacte ou fausse au sujet de la documentation liée aux dépenses imputées aux comptes d'une subvention ou d'une bourse.
- k. **Les manquements eu égard à la tenue des dossiers de recherche** : la tenue des dossiers concerne à la fois la collecte et la conservation. Par ailleurs, est considérée comme manquement, la destruction de ses données ou dossiers de recherche ou de ceux d'une autre personne en violation d'une entente de financement, des politiques de l'Université, des lois, des règlements ou des normes professionnelles ou disciplinaires applicables, en incluant que cela est fait pour éviter spécifiquement la découverte d'un acte répréhensible.
- l. **Les manquements concernant l'évaluation par les pairs** : la négligence de cultiver l'esprit critique indispensable à la démarche scientifique, le non-respect de la confidentialité de l'information obtenue à titre d'évaluatrice ou évaluateur, ou le manque d'objectivité dans l'évaluation d'une demande de subvention, d'une publication, constituerait un manquement à l'intégrité. De plus, la personne engagée dans l'activité de recherche qui refuserait « de donner à ses pairs un accès raisonnable aux données, documents ou matériaux originaux qui viennent appuyer les résultats publiés¹⁵ » pourrait voir sa conduite qualifiée de manquement.
- m. **La formulation d'allégations non fondées, trompeuses ou quérulentes** : les dénonciations de manquements, ou d'inconduites, répétées, non fondées sur les faits objectifs et véridiques, ou visant intentionnellement à accuser faussement une personne de manquement à la conduite responsable en recherche, peuvent porter préjudice à la personne faisant l'objet de telles dénonciations; elles sont considérées comme des manquements à l'intégrité. Le fait pour une personne ou un établissement d'exercer des représailles contre une personne ayant déposé, de bonne foi, des allégations de manquement à la conduite responsable en recherche, est aussi considérée comme des manquements à l'intégrité.
- n. **La fausse déclaration dans une demande ou un document connexe des organismes** : à titre d'exemple de fausse déclaration :
 - i. Fournir de l'information incomplète, inexacte ou fausse dans une demande de subvention ou de bourse ou dans un document connexe, par exemple une lettre d'appui ou un rapport d'étape;
 - ii. demander ou détenir des fonds d'un organisme après avoir été déclaré inadmissible à demander ou à détenir des fonds du CRSNG, du CRSH, des IRSC ou de tout autre organisme voué à la recherche ou organisme de financement de la recherche,

¹⁵ Traduction libre de Panel on Scientific Responsibility and the Conduct of Research. *Responsible Science: Ensuring the Integrity of the Research Process*.

au pays ou à l'étranger, pour des motifs de violation des politiques relatives à l'éthique, à l'intégrité ou à la gestion financière;

iii. inclure le nom de cocandidates, de cocandidats, de collaboratrices, de collaborateurs ou de partenaires sans leur consentement.

- o. **La violation des politiques et exigences concernant certains types de recherche** : la violation consiste à ne pas se conformer aux exigences des politiques des organismes ou des politiques, lois ou règlements pertinents qui concernent certains types de recherche; à ne pas obtenir les approbations, les permis ou les attestations appropriées avant d'entreprendre ces activités.
- p. **La mention inadéquate** : le fait d'omettre de mentionner la source du soutien financier dans ses activités de recherche, tel qu'exigé par les organismes de financement.

7. PROCEDURES DE TRAITEMENT DES ALLEGATIONS

Les allégations d'inconduite correspondent à une dérogation aux principes de conduite décrits dans la présente Politique. Les allégations peuvent provenir de sources identifiées, de l'intérieur comme de l'extérieur de l'Université. Peu importe la source, la motivation ou l'exactitude de l'allégation, celle-ci doit être traitée avec équité, rigueur, impartialité, indépendance, bienveillance, avec ouverture, respect, diligence, et confidentialité.

L'Université et les personnes désignées dans la gestion d'une allégation ont la responsabilité de protéger la confidentialité des renseignements personnels et des informations sensibles des personnes concernées, en conformité avec les lois applicables. La communication de renseignements personnels est limitée à ce qui est absolument nécessaire au bon déroulement de la gestion des cas d'allégation et au nombre le plus restreint de personnes.

En plus du respect de la confidentialité des informations, les personnes prenant part au processus de gestion des allégations doivent également s'engager à :

- a) Faire preuve de la plus haute transparence dans toute situation de conflit d'intérêts, réel ou apparent, et gérer ceux-ci adéquatement;
- b) Faire preuve d'impartialité et gérer l'ensemble du processus dans le respect des principes d'équité procédurale.

En outre, les personnes impliquées dans une allégation de manquement à la conduite responsable en recherche (ex. : témoins, personne visée, plaignant, etc.) doivent :

- a. Faire preuve de la plus haute transparence et déclarer leurs intérêts en lien avec l'allégation;
- b. Faire preuve de discrétion quant aux informations portées à leur attention à l'occasion de ce processus;
- c. Participer de bonne foi au processus et être honnête dans leurs affirmations.

7.1. DEPOT D'UNE ALLEGATION

- a) Toute allégation d'inconduite doit être présentée par écrit à la PCCRR (der-telug@telug.ca). Pour le traitement de cette dernière, la PCCRR s'adjoint la directrice ou le directeur du Service de la recherche, ci-après la personne désignée. Une allégation doit être appuyée par des faits, des documents ou d'autres pièces permettant d'établir la véracité des faits rapportés. Les allégations de source anonyme, par le truchement d'un tiers, ou formulées publiquement (ex. : des journaux, des médias sociaux), dont l'Université peut se saisir, pourraient être prises en considération, mais seulement si tous les faits pertinents sont publiquement accessibles ou par ailleurs vérifiables de façon indépendante.
- b) Les allégations que reçoit la PCCRR doivent être versées dans des dossiers confidentiels auxquels l'accès est restreint.
- c) La PCCRR doit accuser réception à la personne à l'origine d'une allégation lorsque celle-ci est identifiable, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant sa réception.

7.2. EXAMEN PRELIMINAIRE

- a) Dès qu'une allégation est déposée, la PCCRR ou la personne désignée examine sommairement l'allégation. Elle peut, si cela est jugé pertinent, convoquer les personnes impliquées afin d'obtenir des clarifications sur la nature des allégations. Elle peut également faire appel à des tiers susceptibles de l'assister dans son analyse dans un comité d'examen préliminaire.
- b) À cette étape, il s'agit d'établir si l'allégation semble fondée et s'il y a matière à une démarche approfondie dans un processus d'enquête formelle. Cet examen vérifie ainsi si l'allégation est fondée sur des faits n'ayant donné lieu à aucun examen antérieur, si la nature de l'allégation relève de la portée de la présente Politique, documente les sources de financement potentiellement associées à l'allégation en collaboration au besoin avec les organismes subventionnaires (la décision finale à propos d'un lien tangible de financement peut revenir à l'organisme subventionnaire), si l'allégation avait constitué un manquement au moment où elle se serait produite, et permet finalement d'écarter immédiatement toute allégation futile ou irrecevable en vertu de la présente politique. L'écoulement du temps ne saurait justifier à lui seul la non-recevabilité d'une allégation.
- c) Dans les dix (10) jours ouvrables suivant le dépôt de l'allégation, la PCCRR informe la personne visée de l'existence de l'allégation, de son contenu et du fait qu'un examen préliminaire est en cours. Elle s'assure, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A - 2.1) que l'identité de la personne ayant déposé l'allégation n'est pas divulguée sans son consentement.
- d) La PCCRR ou la personne désignée assure à la personne visée par l'allégation un recours équitable et lui donne l'occasion de répondre aux allégations pendant toute la durée de l'examen préliminaire ou éventuellement l'enquête formelle.
- e) S'il y a lieu, la PCCRR discute avec la personne plaignante de la pertinence de prendre des mesures particulières pour éviter toute forme de représailles à son égard.
- f) Si la personne qui a déposé l'allégation refuse que son identité soit divulguée, la PCCRR décide si l'examen préliminaire doit être abandonné ou si les informations dont elle dispose lui permettent de poursuivre son analyse sans le bénéfice de cette divulgation.

- g) Si nécessaire, la PCCRR s'assure que toutes les mesures adéquates sont prises pour préserver la santé ou la sécurité des personnes ou pour éviter que des fonds administrés par l'Université soient utilisés de façon inappropriée.

7.2.1. ABSENCE DE MANQUEMENT

Lorsqu'un examen préliminaire est complété et qu'il conclut qu'il n'y a pas eu manquement à la conduite responsable :

- a) La PCCRR en informe la personne visée et celle à l'origine de l'allégation, par écrit et sous pli confidentiel, et ce, dans les vingt (20) jours ouvrables suivant le dépôt de l'allégation.
- b) Lorsqu'il existe un lien tangible de financement par un organisme subventionnaire, et selon son jugement, la PCCRR peut transmettre à l'organisme pertinent, FRQ ou SCRR, dans un délai de deux mois suivants la conclusion de l'examen préliminaire, une lettre relatant l'allégation et la décision suivant l'examen préliminaire (voir Annexe 2). Ceci peut s'avérer notamment pertinent dans les cas où une allégation avait été rendue publique.

7.2.2. MANQUEMENT MINEUR

Lorsque l'examen préliminaire conclut à une irrégularité mineure :

- a) Si des correctifs estimés appropriés sont proposés, la PCCRR en informe la personne visée et la personne à l'origine de l'allégation, par écrit et sous pli confidentiel, et ce, dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt de l'allégation.
- b) Lorsqu'il existe un lien tangible de financement par un organisme subventionnaire ou si l'allégation est susceptible de comporter d'importants risques sur le plan des finances, de la santé et de la sûreté ou d'autres risques, la PCCRR transmet à l'organisme pertinent, SCRR ou FRQ, dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt de l'allégation, une lettre relatant l'allégation et la décision suivant l'examen préliminaire (voir Annexe 2). Selon les cas, l'organisme subventionnaire pourra prendre des mesures, voire des sanctions, à l'égard de la personne visée par les allégations.

7.2.3. MANQUEMENT AVERE - PROCESSUS ACCELERE

Un processus accéléré est possible uniquement si, après avoir colligé la version des faits de la personne visée par l'allégation, ceux-ci sont clairs et non contestés (la nature, la gravité du manquement et ses effets sont étayés, et la personne visée par l'allégation les reconnaît et en accepte la responsabilité). En de telles circonstances, la PCCRR peut décider de ne pas convoquer un « comité d'enquête ». Dans ces cas d'exception, elle doit, pour faire suite à l'évaluation de la recevabilité de l'allégation, rédiger un rapport d'examen de l'allégation et le transmettre aux instances des organismes subventionnaires, FRQ ou SCRR, avec tous les documents afférents, ainsi que le suivi en découlant, et ce, dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt de l'allégation (voir annexe 2).

7.2.4. ENQUETE FORMELLE REQUISE

Lorsqu'une enquête plus poussée s'avère nécessaire, la PCCRR doit :

- a) Former un « comité d'enquête » et communiquer par écrit avec la plaignante ou le plaignant, ainsi qu'avec la personne visée par l'allégation, pour leur expliquer les règles de confidentialité et leur décrire le déroulement de la procédure, et ce, dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt de l'allégation.
- b) Rédiger et transmettre une lettre d'enquête aux organismes subventionnaires, FRQ ou SCRR, dans les trente (30) jours ouvrables suivant le dépôt de l'allégation (voir Annexe 2).

7.3. ENQUETE FORMELLE

7.3.1. COMITE D'ENQUETE

L'enquête est menée par un comité d'au moins trois (3) membres impartiaux n'ayant pas participé à la vérification préliminaire de l'allégation. Les membres du comité d'enquête sont nommés par la PCCRR et sont liés par la confidentialité et doivent être exempts de tout conflit d'intérêt réel ou apparent en lien avec l'allégation, la personne plaignante, et la personne visée par l'allégation.

7.3.2. COMPOSITION DU COMITE D'ENQUETE

Le comité d'enquête est nécessairement composé :

- a) De deux chercheuses ou chercheurs de la même discipline que la personne visée par l'allégation, de l'Université ou de l'extérieur. Ces personnes doivent détenir les compétences techniques et méthodologiques nécessaires à l'évaluation du dossier ou en lien avec la nature de l'allégation;
- b) D'une personne de l'extérieur de l'Université, versée en conduite responsable en recherche ou en éthique de la recherche. Ce nombre pourrait être plus élevé en fonction de la taille du comité afin de maintenir une proportionnalité appropriée. Les membres externes ne devront avoir aucun lien de près ou de loin avec l'Université, le département dans lequel se seraient déroulés les faits ou les personnes impliquées dans cette allégation;
- c) Le comité d'enquête peut aussi se faire conseiller par une personne détenant les compétences pour guider les membres du comité en matière de conformité et d'intégrité du processus.

Au moment de choisir les membres du comité d'enquête, la PCCRR tient compte, entre autres, du sujet de l'enquête et de l'avantage de retrouver au sein de ce comité des compétences pertinentes à l'égard du cas en question, ainsi que des enjeux d'équité et d'inclusion. Elle ou il doit, à tout moment, remplacer un membre du comité qu'elle juge en conflit d'intérêts par rapport au cas étudié.

La PCCRR informe la personne visée par l'allégation et la plaignante ou le plaignant de la composition du comité d'enquête. Ces personnes doivent, dans les cinq (5) jours ouvrables de la réception de cette information, signifier par écrit toute objection, le cas échéant, quant à

l'impartialité ou à la possibilité de conflit d'intérêts de l'un ou l'autre des membres du comité. La PCCRR prend en considération ces objections et prend des mesures appropriées quant à la composition du comité d'enquête.

7.3.3. MANDAT DU COMITE D'ENQUETE

La PCCRR nomme la présidente ou le président du comité d'enquête et informe ses membres du mandat qui leur est confié. Elle rappelle les principes d'équité et s'assure qu'ils ont une bonne compréhension de la présente *Politique de conduite responsable en recherche* de l'Université, qu'ils s'engagent à la suivre et qu'ils sont informés des dispositions prévues dans la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. À -2.1).

La personne présidente du comité d'enquête détermine des règles précises quant au déroulement de l'enquête et de la tenue d'audiences. L'application de ces règles devra être suffisamment flexible pour répondre aux situations particulières. Le comité peut procéder à l'enregistrement sonore ou sténographique des audiences et en avise alors les personnes concernées.

Le comité d'enquête procède à une ou des audiences qui se déroulent à huis clos. Toute personne participant à l'enquête, à titre de témoin, de conseiller ou d'observateur, doit signer une entente de confidentialité.

Le comité d'enquête assure à la personne plaignante, tout comme à la personne accusée, le droit d'être entendu; il assure un recours équitable à la personne accusée, entre autres, le droit d'être entendue et le droit d'être accompagnée par une personne de son choix, si elle le désire, au moment de sa rencontre avec le comité. La PCCRR et le comité chargé de l'enquête protègent l'anonymat de la personne accusée et de la personne plaignante.

Au terme de son enquête, le comité d'enquête doit conclure s'il y a eu manquement ou non. À moins de circonstances exceptionnelles, il remet l'ensemble du dossier d'enquête, dans les soixante (60) jours ouvrables suivant la réception de son mandat, incluant les dossiers relatifs aux interrogatoires ainsi qu'un rapport contenant son avis, à la PCCRR.

7.3.4. RAPPORT DU COMITE D'ENQUETE

Ce rapport, transmis à la PCCRR, doit contenir :

- a) Le numéro d'identification unique du dossier;
- b) Le nom de la personne visée par l'allégation;
- c) Une description de l'allégation faisant l'objet de l'enquête;
- d) Une liste des personnes responsables de l'enquête et leur compétence;
- e) Une description des mesures prises pour empêcher des conflits d'intérêts réels ou apparents pendant l'enquête;
- f) Les délais dans lesquels le processus s'est déroulé;
- g) Les méthodes et procédures suivies pour obtenir de l'information et évaluer l'allégation;
- h) Un résumé des dossiers compilés;

- i) Les conclusions de l'enquête;
 - i. Dans le cas d'une allégation non fondée, le rapport doit préciser la cause du rejet de l'allégation de manquement ou de violation;
 - ii. Dans le cas d'une allégation fondée, le rapport doit aussi inclure les interventions demandées, ainsi que, le cas échéant, les commentaires de la personne visée et de la plaignante ou plaignant.

Si, dans le cours de ses travaux, le comité d'enquête constate que des situations n'impliquant pas de manquement à la présente politique requièrent néanmoins des correctifs, il le mentionne dans son rapport.

Dans l'éventualité où le comité constate que l'allégation était malicieuse, il en informe la PCCRR.

7.4. SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT ET AUTRES TYPES DE MESURES

Le choix d'une sanction juste tient compte de plusieurs facteurs, dont la nature intentionnelle du manquement à la conduite responsable en recherche, sa gravité, et tous types de conséquences. Cela peut inclure les conséquences sur les personnes participantes à une recherche (personnes étudiantes, employées, personnes publiques, etc.), l'environnement, le savoir scientifique, la confiance du public, la crédibilité de la communauté scientifique, etc., et le contexte dans lequel le manquement s'est déroulé ou son caractère répétitif.

À la suite des observations faites à l'occasion de l'examen de l'allégation, et ce peu importe sa conclusion, l'Université pourra effectuer ou demander des ajustements visant, par exemple, à accroître la formation des personnes engagées dans des activités de recherche, à rectifier des faits, ou encore à modifier des processus en place.

La mise en application d'une intervention ou d'une sanction doit aussi prendre en considération les impacts possibles sur les personnes vulnérables n'ayant pas été impliquées directement dans le manquement, par exemple, en choisissant des modalités ou des mesures qui visent à en minimiser les effets négatifs.

7.5. APPEL

Il est possible de faire appel de la décision du comité d'enquête auprès d'un comité d'appel nommé par la PCCRR.

Ce comité d'appel est formé de trois (3) membres nommés par la PCCRR. Le premier membre est une personne issue de la même catégorie de personnel que celle du membre qui dépose l'allégation, le second membre est issu du corps professoral de l'Université, et le troisième membre est proposé par les deux premiers membres. Les membres du comité d'appel doivent eux-mêmes être exempts de conflits d'intérêts envers la personne ou l'objet en litige.

Le délai pour la personne qui veut faire appel est de vingt (20) jours ouvrables suivant la date à laquelle les résultats de l'analyse préliminaire ou de l'enquête ont été transmis aux personnes concernées.

S'il y a appel, le suivi exercé par la PCCRR, comme mentionné à l'Article 7.6, sera effectué après la décision du comité d'appel.

7.6. SUIVI PAR LA PERSONNE CHARGÉE DE LA CONDUITE RESPONSABLE EN RECHERCHE

- a. À la réception du rapport du comité d'enquête, la PCCRR en transmet une copie à la personne visée par l'allégation et à la plaignante ou le plaignant, dans les conditions prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., chapitre A-2.1.

- b. Si le comité d'enquête conclut que l'allégation n'est pas fondée, le dossier est définitivement clos. Toute référence à l'allégation est retirée du dossier de la personne visée par l'allégation et la documentation relative au dossier est détruite.

Lorsqu'il existe un lien tangible de financement par un organisme subventionnaire, une lettre résumant le processus d'enquête et la conclusion de celle-ci, à partir des informations contenues dans le rapport d'enquête, est envoyée à l'organisme de financement concerné (voir Annexe 2).

- c. Dans l'éventualité où le comité a conclu que l'allégation était malicieuse, la PCCRR voit à ce que les actions appropriées soient menées.
- d. Si le rapport du comité d'enquête conclut que des situations n'impliquant pas de manquement à la présente Politique nécessitent néanmoins des correctifs, la PCCRR indique aux personnes responsables les correctifs à mettre en place et le délai requis pour le faire.
- e. Si l'enquête révèle que des dispositions de la présente Politique n'ont pas été respectées, et qu'il existe un lien tangible de financement par un organisme subventionnaire, un rapport comportant les renseignements du rapport d'enquête, ainsi que les renseignements additionnels prévus à l'Annexe 2, doit être envoyé à l'organisme de financement concerné dans un délai de trente (30) jours suivant la réception du rapport d'enquête, et ce, sous réserve de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

La PCCRR doit aussi informer la personne visée par l'allégation de la communication de l'information à l'organisme subventionnaire.

- f. Si le comité d'enquête mentionne dans son rapport que des correctifs administratifs sont requis, la PCCRR en informe le Conseil d'administration qui voit à ce que les mesures appropriées soient prises, conformément aux statuts, politiques et règlements de l'Université, aux conventions collectives ou aux protocoles d'entente applicables. Il consigne le suivi du dossier dans un registre établi aux fins de rapports, selon les exigences du *Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche* et la *Politique sur la conduite responsable en recherche* du FRQ.
- g. Si l'existence de l'allégation a fait l'objet d'une diffusion publique et que la personne visée par l'allégation n'en est pas responsable, l'Université, après discussion avec celle-ci, prend les mesures raisonnables pour protéger ou rétablir la réputation de cette personne.
- h. Si une réclamation ou des procédures judiciaires étaient intentées par une personne ayant fait l'objet d'une allégation d'inconduite à l'encontre de la personne ayant pris l'initiative de l'allégation, l'Université assurerait à cette dernière une protection financière et juridique appropriée, à la condition que l'allégation ait été formulée de bonne foi.

- i. Tout manquement à la confidentialité d'une allégation est susceptible d'entraîner une sanction, conformément aux statuts, politiques et règlements de l'Université, aux conventions collectives ou aux protocoles d'entente applicables.
- j. Au terme de l'enquête, la PCCRR transmet au secrétariat général et de la direction de la gouvernance numérique (SGDGN) l'ensemble des documents relatifs au dossier pour conservation pendant une période d'au moins cinq (5) ans, assurant ainsi la possibilité de vérification au besoin. L'accès au dossier est conditionnel à l'autorisation écrite de la PCCRR.
- k. Le traitement du dossier par la PCCRR doit être terminé dans les quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables suivant le dépôt du rapport par le comité d'enquête.
- l. À la fin d'une année au cours de laquelle il y a eu une allégation d'inconduite, la PCCRR produit un rapport résumant les principales connaissances que son examen des allégations de manquement lui a permis d'acquérir, les défis auxquels elle a fait face au moment d'appliquer la procédure et les améliorations qui pourraient lui être apportées.

8. ENTREE EN VIGUEUR

La présente Politique est applicable à partir de la date d'entrée en vigueur.

ANNEXE 1 - PRATIQUES EXEMPLAIRES EN RECHERCHE

Ces pratiques exemplaires sont largement inspirées des principes fondamentaux du rapport du comité d'experts sur l'intégrité en recherche du Conseil des académies canadiennes : Honnêteté, responsabilité et confiance : promouvoir l'intégrité en recherche au Canada¹⁶, lesquels ont été adaptés et mis à jour selon les pratiques et les politiques les plus récentes en matière d'intégrité scientifique¹⁷. Les personnes engagées dans l'activité de recherche sont encouragées à discuter, à faire évoluer, ces pratiques exemplaires et leur mise en œuvre, dans leurs domaines de recherches respectifs.

- 1- Mener des recherches dans un esprit authentique de quête du savoir — adopter une approche ouverte et digne de confiance en recherche, incluant en recherche-crédation, et dans toutes les activités qui soutiennent, financent ou encouragent la recherche.
- 2- Promouvoir un climat d'intégrité, de responsabilité et de confiance du public en matière de recherche — À tous les niveaux, les personnes et les établissements assument la responsabilité d'élaborer, de mettre en œuvre, de maintenir et de respecter des politiques et des pratiques conçues pour assurer un milieu de recherche intègre et imputable, de nature à maintenir la confiance du public.
- 3- Veiller à posséder les connaissances et l'expertise nécessaires, et agir en conséquence — Les recherches sont menées conformément à une méthodologie rigoureuse et reconnue par les pairs (ou en voie de l'être) et selon les règles de l'art, propres au domaine de recherche. Les personnes engagées dans l'activité de recherche sont honnêtes quant à leurs compétences (et les limites de celles-ci) et s'investissent dans le développement de leurs connaissances.
- 4- Examiner avec intégrité le travail d'autrui — L'examen par des pairs est encadré d'une manière conforme aux plus hautes normes savantes, professionnelles et scientifiques, d'équité et de confidentialité. De plus, l'évaluation du travail d'autrui se fait dans le respect de ces mêmes normes.
- 5- Éviter les conflits d'intérêts ou, lorsqu'ils sont inévitables, les gérer d'une manière éthique — éviter les conflits d'intérêts et les apparences de conflits d'intérêts, à la fois sur le plan personnel et institutionnel. Toute situation inévitable de conflit d'intérêts réel ou apparent doit être identifiée, divulguée, examinée avec soin et gérée de manière à éviter toute perversion du processus de recherche.
- 6- Être transparents et honnêtes dans la demande et le suivi des octrois — fournir l'information complète et exacte nécessaire à l'évaluation d'une demande de financement et les rapports (ou autres formes de suivis d'un octroi) de façon transparente, véridique et

¹⁶ CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES. *Honnêteté, responsabilité et confiance : Promouvoir l'intégrité de la recherche au Canada*, Rapport du comité d'experts sur l'intégrité en recherche, 2010, Chapitre 5, Rôles et responsabilités : une approche intégrée de l'intégrité en recherche.

¹⁷ 2^e CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'INTÉGRITÉ EN RECHERCHE. *Déclaration de Singapour sur l'intégrité en recherche*, 2010; 3^e CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'INTÉGRITÉ EN RECHERCHE. *Déclaration de Montréal sur l'intégrité de la recherche collaborative transfrontalière*, 2013; 6^e CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'INTÉGRITÉ EN RECHERCHE. *Les principes de Hong Kong : Promouvoir l'intégrité de la recherche dans l'évaluation des chercheurs*, 2019; ALL EUROPEAN ACADEMIES. *European Code of Conduct for Research Integrity*, Revised Edition, 2017; CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES DU CANADA, CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET GÉNIE DU CANADA et INSTITUT DE RECHERCHES EN SANTÉ DU CANADA. *Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche*, 2021; EUROPEAN NETWORK OF RESEARCH INTEGRITY OFFICERS. *ENRIO Handbook: Recommendations for the Investigation of Research Misconduct*, 2019; MD WILKINSON et als. *The FAIR Guiding Principles for scientific data management and stewardship*, 2016.

en temps utile. Les candidats et candidates ainsi que les titulaires d'octroi s'assurent que toutes les personnes mentionnées y ont consenti.

- 7- Faire un usage responsable des fonds de recherche et des ressources et rendre des comptes — Sur tous les plans, les personnes et les établissements veillent à attribuer et à gérer de manière responsable les fonds alloués à la recherche, conformément à de solides principes comptables et financiers. Ils doivent en outre faire un usage efficace des ressources humaines et matérielles dédiées à la recherche et en rendre compte en temps utile, et de manière transparente et véridique.
- 8- Diffuser les résultats de la recherche de manière responsable et en temps voulu — Les résultats sont diffusés de manière transparente, juste et diligente. En général, les publications devraient comprendre une description claire des données et de la méthodologie, ainsi que des activités et des résultats de la recherche et de leurs limites. Elles ne devraient pas être retardées indûment ou retenues intentionnellement. La diffusion des résultats négatifs valides contribue à l'avancement des connaissances au même titre que les résultats positifs. Il en va de même de la diffusion des résultats en libre accès. Par ailleurs, la communication de résultats de recherche au grand public – incluant les médias traditionnels et les médias sociaux – se fait de manière honnête et responsable, avec professionnalisme et transparence.
- 9- Traiter les données avec toute la rigueur voulue — assurer les plus hautes normes d'exactitude dans le choix, la collecte, l'enregistrement, l'analyse, l'interprétation, le compte rendu, la publication et l'archivage des données et des résultats de la recherche. La collecte et la gestion des données devraient être réalisées en vue de favoriser la traçabilité, l'imputabilité, la fiabilité et la reproductibilité ou la transférabilité, le cas échéant. Les autorités appropriées devraient conserver un exemplaire des dossiers de recherche, conformément aux normes applicables. Le partage responsable des données contribue à optimiser l'usage des ressources utilisées en recherche.
- 10- Reconnaître toutes les contributions à une recherche ainsi que leurs auteurs — toutes les contributions à une recherche et à ses résultats, y compris les contributions financières et les auteurs de ces contributions, sont reconnues de manière équitable et exacte, chaque fois que l'on fait état d'une recherche. La liste d'auteurs inclut tous ceux et seulement ceux qui remplissent la qualité d'auteur (selon les exigences propres à chaque discipline); les autres devraient être remerciés (par exemple, les services techniques, les bailleurs de fonds ou les commanditaires). De plus, les références ou les permissions adéquates sont fournies lors de l'utilisation de travaux publiés ou non publiés, ce qui inclut les données, les méthodes, les résultats et les documents originaux.
- 11- Utiliser l'intelligence artificielle générative (IAG) de manière éthique, transparente et responsable – toute utilisation de l'IAG comme outil d'assistance à n'importe quelle étape d'un projet de recherche (rédaction d'une demande de financement, analyse des résultats, rédaction de publication, etc.) doit être documentée et divulguée clairement. Les résultats fournis par un tel outil doivent être vérifiés et validés, en demeurant critique et conscient des limitations intrinsèques de l'IAG, comme les biais et les erreurs potentielles.

- 12- Traiter avec respect et équité tout participant à la recherche — Les participants sont traités avec justice¹⁸, respect et bienveillance, en conformité avec les principes fondamentaux de l'éthique de la recherche. Le maintien de la confidentialité des renseignements personnels en constitue l'un des éléments essentiels. Une attention particulière est accordée à l'équité, à la diversité et à l'inclusion lors de la conception et de la réalisation d'un projet de recherche.
- 13- Agir avec respect à l'égard des animaux et de l'environnement — élaborer et réaliser les projets de recherche en tenant compte de l'éthique de la recherche animale et des responsabilités environnementales en recherche. L'inclusion des principes de développement durable lors de la conception et de la réalisation de projets de recherche enrichit ces derniers.
- 14- Développer des projets de recherche dans une perspective de réciprocité et veiller au partage équitable des retombées de la recherche — lorsque cela est à propos, bâtir des projets en coconstruction avec les personnes, les communautés (par exemple, les autochtones) et les organismes impliqués. Notamment, partager les retombées de la recherche de façon à s'assurer que les organismes, les personnes ou les communautés y ayant contribué ou ayant porté le fardeau de la réalisation de la recherche aient accès aux résultats de la recherche et à d'autres formes de retombées le cas échéant (incluant la propriété intellectuelle et les retombées financières).
- 15- Préciser les responsabilités des partenaires en matière de conduite responsable en recherche — Les partenaires précisent leurs responsabilités respectives en amont des activités de recherche menées ou financées en partenariat. Les objectifs, et les contributions de chacun à leur réalisation, sont déterminés dès le départ et révisés au fil du projet de recherche. Par ailleurs, dans le cadre de collaborations interrégionales ou internationales, il peut être utile de prendre des engagements réciproques quant à la gestion d'éventuelles allégations de manquement à la conduite responsable en recherche.
- 16- Superviser et former — Les chercheurs et chercheuses qui jouent un rôle de supervision doivent assurer un encadrement approprié de leurs stagiaires, de leurs étudiants et étudiantes et de leur personnel. Ils veillent à leur donner accès à la formation, au mentorat ou au soutien leur permettant d'acquérir les compétences requises pour effectuer et gérer des recherches conformément aux normes pertinentes de pratiques et à la conduite responsable en recherche. Le degré de responsabilité de chacun devrait correspondre à ses compétences et à son expérience.
- 17- Promouvoir la conduite responsable en recherche et suivre l'évolution des pratiques exemplaires — demeurer à jour en ce qui concerne les principes et les pratiques exemplaires en conduite responsable en recherche. Les établissements qui accueillent des activités de recherche sont responsables de favoriser un environnement propice au développement d'une culture de conduite responsable en recherche notamment en donnant accès à de l'information et à de la formation pertinente.

¹⁸ CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES DU CANADA, CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET GÉNIE DU CANADA et INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA. *Énoncé de politique des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*
– EPTC 2, 2018, Chapitre 1 - B.

ANNEXE 2 – CONTENU DES COMMUNICATIONS AUX ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES

Dans le cadre du processus d'analyse des allégations de manquements à la conduite responsable en recherche (CRR), toute communication écrite aux organismes subventionnaires doit inclure les informations pertinentes et adaptées au contexte de chaque cas. Les éléments ci-dessous représentent une liste des principales informations à inclure ou à tenir en compte. Chaque communication doit être rédigée en tenant compte du contexte particulier du dossier, l'étape du processus auquel le traitement de l'allégation est rendu, et la décision prise.

Cette liste doit être considérée comme un guide et ne pas représenter un frein à la communication avec un organisme subventionnaire. L'objectif est d'assurer la clarté, la transparence et la rigueur, tout en respectant les exigences des organismes subventionnaires et les principes institutionnels. Les éléments suivants doivent être pris en compte pour **toutes les communications adressées aux organismes subventionnaires**, peu importe la conclusion ou l'étape du processus :

- Numéro d'identification unique du dossier;
- Date de réception de l'allégation;
- Nature de l'allégation et description succincte, avec une synthèse des informations recueillies et des faits établis;
- Nom de la personne ou des personnes visées par l'allégation;
- Provenance de l'allégation, en incluant le nom de la personne responsable de la déclaration de l'allégation si elle accepte que son identité soit dévoilée;
- Nom des établissements impliqués, le cas échéant, leur rôle et leur lien avec l'allégation;
- Description et chronologie du processus suivi, démontrant le respect des procédures internes et des politiques en vigueur;
- Toute intervention immédiate ou préventive réalisée en lien avec l'allégation en parallèle des étapes d'analyses et en attente des conclusions, si applicable;
- Lien tangible de financement en lien avec l'allégation;
- Identité et affiliation des personnes impliquées dans un comité d'examen préliminaire ou un comité d'enquête, incluant leur poste et leur domaine d'expertise. Préciser que l'identification de ces personnes a été faite en conformité avec la *Politique de conduite responsable en recherche* de l'établissement assurant ainsi l'absence de conflit d'intérêts et la transparence envers la personne visée et la personne responsable de l'allégation ;
- Comment la personne visée par l'allégation et la personne plaignante responsable de l'allégation a pu faire connaître son point de vue tout au long du processus;
- La confidentialité des parties (plaignant et personne visée) a été respectée tout au long du processus, conformément aux politiques institutionnelles et aux exigences légales.
- Rétroaction sur le processus en précisant comment cela a contribué à renforcer la culture de la conduite responsable en recherche de l'établissement.

Les éléments ci-dessous doivent s'ajouter selon les différents cas :

En cas d'absence de manquement :

- Conclusion de l'examen, incluant les raisons justifiant le rejet de l'allégation;
- Observations et recommandations visant à promouvoir une culture de conduite responsable en recherche, si applicable;
- Précision sur l'application du concept d'erreur de bonne foi, si pertinent.

Dans le cas d'un manquement mineur :

- Résumé et justification de la conclusion de l'examen préliminaire;
- Description des suivis prévus ou déjà mis en œuvre ainsi que des modalités de suivi (échéance, personnes responsables, etc.);
- Mention explicite sur l'intention de mener ou non une enquête formelle.

Dans le cas d'un manquement avéré :

- Mention d'une éventuelle procédure accélérée et les raisons de son adoption, si applicable;
- Détails des étapes et échéances établies pour la réalisation de l'enquête;
- Décisions, conclusions et recommandations du comité d'enquête;
- Justification de la décision prise par la personne DER;
- Description des suivis prévus ou déjà mis en œuvre ainsi que des modalités de suivi (échéance, personnes responsables, etc.);
- Réponse de la personne visée à l'allégation et aux conclusions de l'enquête.

TABLE DES MATIERES

1. Dispositions générales.....	2
Définitions	2
2. Valeurs qui sous-tendent l'activité de recherche :.....	3
3. Énoncés des principes	3
4. Engagements de l'université	4
5. Engagements de la personne engagée dans l'activité de recherche	5
6. Définitions des manquements à la conduite responsable en recherche	6
7. Procédures de traitement des allégations	9
7.1. Dépôt d'une allégation	10
7.2. Examen préliminaire.....	10
7.2.1. Absence de manquement	11
7.2.2. Manquement mineur	11
7.2.3. Manquement avéré - processus accéléré	11
7.2.4. Enquête formelle requise	12
7.3. Enquête formelle.....	12
7.3.1. Comité d'enquête.....	12
7.3.2. Composition du comité d'enquête.....	12
7.3.3. Mandat du comité d'enquête	13
7.3.4. Rapport du comité d'enquête	13
7.4. Sanctions en cas de manquement et autres types de mesures	14
7.5. Appel.....	14
7.6. Suivi par la personne chargée de la conduite responsable en recherche.....	15
8. Entrée en vigueur	16
Annexe 1 - Pratiques exemplaires en recherche.....	17
Annexe 2 – Contenu des communications aux organismes subventionnaires	20
Table des matières	22